

Pas une affaire privée

Pour ou contre l'ouverture du capital de La Poste ? Les Haut-Saônois ont voté hier. Petit tour du côté du bureau de vote installé « symboliquement » devant la mairie de Vesoul.



Jean-François Simon (FO) : « Un essor phénoménal ».



Isabelle, citoyenne venue de Chariez, pour voter non.



Au total, à Vesoul, 1.464 personnes se sont déplacées aux urnes. En majorité contre le projet gouvernemental.

Photos Bruno GRANDJEAN

Il est en première ligne, forcément. Frédéric Bernabé arbore fièrement un autocollant sur son blouson. Sur lequel on peut lire: « Privatiser La Poste, faut être timbré... »

Le leader du parti communiste haut-saônois s'est levé de bonne heure et de bonne humeur hier, avec tous les membres locaux du comité national « contre la privatisation de La Poste, pour un débat public et un référendum sur le service postal ».

Hier, dans toute la France, les citoyens étaient appelés à voter. Question sans détour: « Êtes-vous pour ou contre l'ouverture du capital de La Poste ? »

Et qu'on soit clair, ceux qui se sont déplacés hier, à Vesoul et ailleurs étaient en majorité contre.

Le bureau de vote se tenait devant la mairie. Un endroit « symbolique » pour Frédéric Bernabé. Son rival, le maire de Vesoul faisant également partie de ce gouvernement qui, selon le comité, « a choisi de transformer La Poste en société anonyme. »

Et si de ce côté-là de la barrière, on a tendance à rassurer en disant que le capital restera à 100 % détenu par des capitaux publics, l'argument avait, hier, très peu de poids chez les votants.

C'est bien parce qu'elle pense qu'à terme, ce projet débouchera sur une privatisation qu'Isabelle, de Chariez est venue déposer son bulletin dans l'urne: « Il est important que La Poste reste un service public. Aujourd'hui, pour moi, il fallait venir donner son avis. Quand il a été

élu, notre président avait dit qu'il y aurait davantage de référendums, je ne les vois pas venir... »

L'ombre de France Telecom

Quant à Claude, cette Vésulienne sur son vélo, elle affiche ses peurs et ses doutes: « Ce qui m'effraie, ce sont les possibles augmentations de tarif, que les citoyens ne soient pas logés à la même enseigne. » Pour elle, une privatisation rimerait avec une

dégradation des conditions de travail des agents de La Poste: « Quand on voit ce qui se passe chez France Telecom... C'est forcément lié ! Tout cela à cause d'une politique du profit... »

Pour Jean-François Simon (FO), cette consultation nationale va avoir du poids sur les décisions du gouvernement: « C'est un essor phénoménal. » Pour que ce soit le cas, il faudrait plus d'un million de bulletins en France qui prônent le non. Pari largement gagné d'après les syndicats.

En fin de journée, sur Vesoul, on comptabilisait 1.464 votants. « Mais on en aurait eu deux fois plus si on avait multiplié les bureaux de vote », regrette Eric Tuaille (CGT). En tout cas, on comptabilisait 1.454 bulletins contre. Et cinq blancs. Et cinq pour... Certains se seraient donc déplacés pour voter pour ? Le syndicaliste ironise: « Ceux-là n'ont pas dû comprendre la question... »

Emilie FIEROBE
efierobe@estrepublikain.fr